



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Savigny-le-Temple, le 18/12/2025

Nos Réf. : E/25- 298J

Hélios : 63026

N° AIOT : 0006523264

Affaire suivie par : Jérôme REBEL

Tél. : 06 66 11 13 45

Courriel : jerome.rebel@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : Examen des « porter à connaissance » du 18 octobre 2023 et du 28 mars 2025

Société Chimirec

Site concerné : 2 rue René CASSIN

77 370 NANGIS

PJ : Projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires

Le présent rapport présente à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne l'analyse de l'inspection des installations classées sur les « porter à connaissance » (PAC) du 18 octobre 2023 et du 28 mars 2025 déposés par la société Chimirec en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, relatifs à des demandes de modifications qu'elle envisage d'apporter à ses activités, à ses installations et à ses ouvrages autorisés au 2 rue René Cassin à Nangis.

Après une brève présentation de l'établissement, ce rapport présente l'ensemble des modifications déclarées dans chacun des « porter à connaissance » et l'analyse de l'inspection des installations classées.

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation ou de l'activité
3510 (Rubrique principale)	A	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : mélange avant de soumettre les déchets à l'une ou l'autre des activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520	Regroupement de déchets dangereux et décantation d'huiles usagées : 100 t/jour (tous flux confondus)
3550	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Stockage des déchets vrac : <ul style="list-style-type: none"> Eaux souillées : 230 t (dont 5 t constituées d'eaux de lavage) Filtres à huiles usagées : 30 t Huiles usagées : 470 t Liquides de refroidissement usagés : 42 t Emballages et matériaux souillés : 40 t Déchets pâteux : 30 t Total déchets dangereux vrac : 842 t Stockage des déchets conditionnés : <ul style="list-style-type: none"> Acides/bases : 26 t Aérosols : 8 t Batteries : 30 t Déchets chlorés : 4 t Déchets de laboratoire : 5 t Déchets inflammables : 25 t Déchets spécifiques en petits conditionnements : 18,01 t DEEE : 25 t Eaux souillées : 10 t Piles : 45 t Emballages et matériaux souillés : 26 t Huiles usagées : 10 t Liquides de refroidissement usagés : 10 t Pâteux : 5 t Produits de jardinage et phytosanitaires (emballages) : 10 t Poudres : 10 t Tube, néons, lampes : 10 t Total déchets conditionnés dangereux : 277,01 t Soit une quantité totale de : 1 119,01 tonnes
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	Stockage des déchets vrac : <ul style="list-style-type: none"> Eaux souillées : 230 t (dont 5 t constituées d'eaux de lavage) Filtres à huiles usagées : 30 t Huiles usagées : 470 t Liquides de refroidissement usagés : 42 t Emballages et matériaux souillés : 40 t Déchets pâteux : 30 t Total déchets dangereux vrac : 842 t Stockage des déchets conditionnés : <ul style="list-style-type: none"> Acides/bases : 26 t Aérosols : 8 t Batteries : 30 t Déchets chlorés : 4 t Déchets de laboratoire : 5 t Déchets inflammables : 25 t Déchets spécifiques en petits conditionnements :

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation ou de l'activité
			18,01 t <ul style="list-style-type: none"> Eaux souillées : 10 t Piles : 45 t Emballages et matériaux souillés : 26 t Huiles usagées : 10 t Liquides de refroidissement usagés : 10 t Pâteux : 5 t Produits de jardinage et phytosanitaires (emballages) : 10 t Poudres : 10 t Tube, néons, lampes : 10 t Total déchets conditionnés dangereux : 252,01 t Soit une quantité totale de : 1 094,01 tonnes
2711-2	DC	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Quantité > 100 m ³ 120 m³ (25 tonnes)
2716	NC	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Quantité < 100 m ³ 40,5 m³ (17 tonnes)
2713	NC	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ² mais inférieur à 1 000 m ² .	Surface < 100 m ² Une benne de 30 m ³ (6 tonnes) soit 14 m²
2714	NC	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Quantité < 100 m ³ 45 m³ (16 tonnes)
2715	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à	Quantité < 250 m ³ 12 m³ (30 tonnes)

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation ou de l'activité
		l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m³.	
2925	NC	Ateliers de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	Puissance < 50 kW (18 kW)
4734-2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : c. Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.	1 cuve de stockage de GNR de 1 000 litres Soit un total d'environ 900 kg

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique, article L. 512-11 du Code de l'environnement)

Les installations relèvent du régime de l'autorisation IOTA, mentionné au I de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement, au titre de la rubrique listée dans le tableau ci-dessous :

Rubrique Alinéa	Régime*	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature et caractéristique
1.1.1.0	D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	L'établissement sera doté de 3 à 5 piézomètres afin de contrôler périodiquement la qualité des eaux souterraines circulant au droit du site.

2. Porter à connaissance du 18 octobre 2023

Ce « porter à connaissance », transmis par la société Chimirec le 25 octobre 2023 en préfecture de Seine-et-Marne, concerne les projets de modification des activités, installations et ouvrages autorisés suivantes :

- la non-réalisation d'une partie du bâtiment B,
- la révision des modalités d'accès, de circulation et de stationnement au sein de l'établissement,
- l'extension de l'emprise foncière de l'établissement,
- la création d'une voirie de liaison avec l'extension précitée.

2.1. Présentation des modifications

2.1.1. La non-réalisation d'une partie du bâtiment B

Le hall « DIND » du bâtiment B, initialement destiné à la réception de Déchets Industriel Non Dangereux (« DIND »), ne sera pas réalisé. Ce hall devait abriter principalement les installations suivantes :

- un local dédié à la maintenance des équipements et des engins de manutention, ainsi qu'une cuve de 1 m³ de GNR pour le ravitaillement en carburant des engins de manutention thermiques,
- une alvéole dédiée aux Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (D3E),
- une ligne de tri pour les déchets non-dangereux et les D3E,
- une alvéole dédiée au transit de déchets non-dangereux en mélange,
- une zone dédiée à la recharge du transpalette électrique.

Le second hall du bâtiment B, dédié à la gestion des déchets liquides en vrac, sera réalisé conformément au dossier de demande d'autorisation environnementale.

La non-réalisation du hall « DIND » va entraîner les effets suivants sur le projet autorisé :

- la cuve de GNR sera redéployée au sein du bâtiment A,
- l'activité de transit de D3E sera redéployée, mais dans une moindre mesure, dans une alvéole dédiée du bâtiment A ; la quantité maximale de D3E gérée sur le site passera de 120 m³ à 50 m³ (modification finalement annulée dans le cadre du PAC du 28 mars 2025).

Cette activité, soumise à la rubrique 2711 et qui relevait initialement du régime de la déclaration, passera sous le seuil de la déclaration et ne relèvera désormais d'aucun classement ICPE

(NOTA : Chimirec demande à conserver le bénéfice de cette rubrique dans le « porter à connaissance » du 28 mars 2025)

- le projet de ligne de tri des D3E est abandonné et ne sera pas redéployé dans le bâtiment A,
- les déchets non dangereux en mélange seront pris en charge par le site de Chimirec à Aulnay-sous-Bois ; les éventuels déchets non-dangereux devant être admis sur site seront regroupés dans une benne, dans la zone des bennes de transit des déchets industriels non dangereux triés à l'ouest du site,
- le poste de recharge ne sera pas finalement pas mis en œuvre.

2.1.2. La révision des modalités d'accès et de circulation

La modification des conditions d'accès à l'établissement Chimirec est motivée par des raisons de sécurité.

L'accès des poids-lourds via le portail donnant sur la rue René Cassin, prévu lors de l'autorisation, peut impliquer une attente des véhicules en plein virage sur le domaine public, et ce durant toute la phase de présentation du chauffeur à l'accueil de l'établissement et d'ouverture du portail.

Le second accès au site donnant sur la rue de la Commune de Paris sera dorénavant emprunté par les poids-lourds. Cette rue en sens unique présente davantage de conditions de sécurité. Le portail du site sera déporté par rapport à la chaussée pour créer une zone d'attente réservée aux poids-lourds pour éviter d'encombrer la voirie.

Le déport du portail par rapport à la voirie entraîne également le retrait par rapport à l'entrée du site de la réserve incendie de 120 m³ et de la zone d'entreposage des bennes de regroupement des DIND en mélange.

Le pont bascule est également déplacé pour le positionner à proximité du portail donnant sur la rue de la Commune de Paris.

2.1.3. Révision des modalités de stationnement des véhicules légers

La société Chimirec présente dans son PAC du 28 mars 2025 de nouvelles modalités de stationnement, qui seront détaillées plus loin dans ce rapport.

2.1.4. Extension de l'emprise foncière de l'établissement

L'objet de ce PAC est également d'informer l'inspection des installations classées de l'acquisition du bâtiment industriel voisin, situé à l'ouest du site, sur les parcelles cadastrales n° 244, 245, 239 et 248 de la section cadastrale ZH de Nangis. Ces parcelles ont une superficie totale de 4 369 m².

Aucune modification du périmètre ICPE du site autorisé n'est sollicitée dans le PAC du 18 octobre 2023. L'extension du périmètre de l'ICPE est cependant demandée dans le PAC du 28 mars 2025. Elle est présentée plus loin dans ce rapport.

2.1.5. Création d'une voirie de liaison avec le site voisin

Une voirie de liaison a été réalisée à l'intérieur du site de Chimirec pour l'accès à l'extension. Elle est suffisamment dimensionnée pour le passage des engins de la société Chimirec et du SDIS.

L'accès à l'extension se fait par un portail de 6 mètres de large et de 2 mètres de haut. La clôture qui délimite le site principal de l'extension est conservée.

2.2. Analyse de l'inspection des installations classées

2.2.1. La non-réalisation d'une partie du bâtiment B

Cette modification est acceptable, car elle consiste soit à abandonner certaines activités, soit à les réduire et les redéployer au sein de l'établissement. Par ailleurs, elle n'est pas susceptible d'entraîner des inconvénients et des dangers supplémentaires à ceux déjà encadrés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

La prise en compte de ces modifications nécessite la mise à jour du tableau des rubriques, à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 mai 2022 précité. Dans la mesure où le PAC du 28 mars 2025 demande également une révision des quantités de déchets susceptibles d'être présents sur le site, le détail des modifications apportées au tableau des rubriques est présenté plus loin dans ce rapport (point 3.1.1).

2.2.2. La révision des modalités d'accès et de circulation

Ces modifications sont acceptables et satisfont à la disposition de l'article 2.5 « Transport, chargement, déchargement » de l'arrêté préfectoral d'autorisation qui proscriit le stationnement de camions à l'extérieur du périmètre de l'installation afin qu'ils puissent être immédiatement accueillis sur les aires de stationnement internes au site.

Le déplacement du portail d'accès au site, en retrait de la rue de la Commune de Paris, nécessite le déplacement de la réserve d'incendie de 120 m³, et place une partie de l'aire d'aspiration pompier dans la zone des flux thermiques 3 kW/m² en cas d'incendie généralisé de l'aire de dépotage des déchets liquides en vrac (bâtiment B). A la suite d'échanges avec le SDIS, il ressort que ce niveau de flux thermique est acceptable, et que l'aire d'aspiration restera accessible.

3. Porter à connaissance du 28 mars 2025

La société Chimirec a déposé le 10 avril 2025 en préfecture de Seine-et-Marne, un PAC relatif à 6 projets de modifications au projet initialement autorisé.

En réponse à une demande du 6 juin 2025 de l'inspection des installations classées, l'exploitant a apporté des compléments à son dossier les 10, 11 et 13 juin 2025.

Les 6 demandes de modifications du projet initial concernent :

- la modification des tonnages des déchets présents sur le site ;
- le réaménagement de certaines zones de stockage du bâtiment A ;
- l'extension du périmètre de l'ICPE vers l'Ouest ;
- l'aménagement de la nouvelle extension Ouest du site ;
- le réaménagement de zones extérieures du site ;
- l'évolution de certaines prescriptions réglementaires.

3.1. Présentation des modifications

3.1.1. Modification des tonnages des déchets présents sur le site

La société Chimirec envisage d'apporter les modifications suivantes, signalées en rouge, dans les tonnages de déchets susceptibles d'être présents sur le site :

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation ou de l'activité
3510 (Rubrique principale)	A	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : mélange avant de soumettre les déchets à l'une ou l'autre des activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520	Mélange, reconditionnement et décantation de déchets dangereux Capacité > 10 t/j Regroupement de déchets dangereux et décantation d'huiles usagées : 100 t/jour (tous flux confondus)
3550	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Stockage des déchets vrac : <ul style="list-style-type: none"> • Eaux souillées : 230 t (dont 5 t constituées d'eaux de lavage) • Filtres à huiles usagées : 35 t (+5) • Huiles usagées : 470 t • Liquides de refroidissement usagés : 42 t • Emballages et matériaux souillés : 40 t • Déchets pâteux : 20 t (-10) Total déchets dangereux vrac : 837 t (-5)

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation ou de l'activité
			<p>Stockage des déchets conditionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acides/bases : 28 t (+2) • Aérosols : 8 t • Batteries : 35 t (+5) • Déchets chlorés : 4 t • Déchets de laboratoire : 5 t • Déchets inflammables : 40 t (+15) • Déchets spécifiques en petits conditionnements : 18,01 t • DEEE : 25 t • Eaux souillées : 10 t • Piles : 45 t • Emballages et matériaux souillés : 26 t • Huiles usagées : 14 t (+4) • Liquides de refroidissement usagés : 10 t • Pâteux : 25 t (+20) • Produits de jardinage et phytosanitaires (emballages) : 10 t • Poudres : 10 t • Tube, néons, lampes : 10 t <p>Total déchets conditionnés dangereux : 323,01 t (+46)</p> <p>Soit une quantité totale de : 1 160,01 tonnes (+41)</p>
2718-1	A	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>La quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 t</p>	<p>Stockage des déchets vrac :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Eaux souillées : 230 t (dont 5 t constituées d'eaux de lavage) • Filtres à huiles usagées : 35 t (+5) • Huiles usagées : 470 t • Liquides de refroidissement usagés : 42 t • Emballages et matériaux souillés : 40 t • Déchets pâteux : 20 t (-10) <p>Total déchets dangereux vrac : 837 t (-5)</p> <p>Stockage des déchets conditionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acides/bases : 28 t (+2) • Aérosols : 8 t • Batteries : 35 t (+5) • Déchets chlorés : 4 t • Déchets de laboratoire : 5 t • Déchets inflammables : 40 t (+15) • Déchets spécifiques en petits conditionnements : 18,01 t • Eaux souillées : 10 t • Piles : 45 t • Emballages et matériaux souillés : 26 t • Huiles usagées : 14 t (+4) • Liquides de refroidissement usagés : 10 t • Pâteux : 25 t (+20) • Produits de jardinage et phytosanitaires (emballages) : 10 t • Poudres : 10 t • Tube, néons, lampes : 10 t <p>Total déchets conditionnés dangereux : 298,01 t (+46)</p> <p>Soit une quantité totale de : 1 135,01 tonnes (+41)</p>
2711-2	DC	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations	<p>Quantité > 100 m³</p> <p>120 m³ (25 tonnes)</p>

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation ou de l'activité
		visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	
2716	NC	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Quantité < 100 m ³ 50 m³ (+9,5) 17 tonnes
2713	NC	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux non dangereux , à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ² mais inférieur à 1 000 m ² .	Surface < 100 m ² 30 m² (+16) 80 tonnes (+74)
2714	NC	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Quantité < 100 m ³ 56 m³ (+11) 21 tonnes (+5)
2715	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ .	Quantité < 250 m ³ 16 m³ (+4) 40 tonnes (+10)
2925	NC	Ateliers de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	Puissance < 50 kW (18 kW)
4734-2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en	1 cuve de stockage de GNR de 1 000 litres Soit un total d'environ 900 kg

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation ou de l'activité
		<p>matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>c. Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.</p>	

La demande de la société Chimirec d'augmentation des quantités maximales pour certains déchets en transit – regroupement sur le site répond à des besoins d'optimisation des transferts des déchets vers leurs exutoires (conditionnement) et de développement des activités.

3.1.2. Réaménagement de certaines zones de stockage du bâtiment A

Le bâtiment A reste dédié à l'entreposage et au transit de déchets dangereux. Les réaménagements portent sur :

- le transfert de la zone de stockage de contenants vides dans le nouveau bâtiment C (extension ouest, voir point suivant) ;
- l'utilisation de l'ancien espace de stockage des contenants vides pour le stockage et le tri des D3E, ainsi que pour le transit/regroupement des déchets de tubes, néons et lampes actuellement entreposés dans l'alvéole A7 ;
- la réduction de la typologie des déchets entreposés dans l'alvéole A7 ;
- le rehaussement de 0,5 m des parois de l'alvéole A8 dédiée au stockage des filtres à huile ou à carburant usagé ; ce rehaussement est rendu nécessaire par le projet de la société Chimirec d'augmenter la quantité de ces déchets admis sur le site, afin que ces parois dépassent d'au moins 1 m la hauteur des déchets entreposés ;
- la réduction du tonnage de déchets pâteux stockés dans l'alvéole A11 pour les transférer dans 2 bennes extérieures.

3.1.3. L'extension du périmètre ICPE

Comme vu précédemment, la société Chimirec a indiqué dans son PAC du 18 octobre 2023 avoir fait l'acquisition du terrain mitoyen situé à l'Ouest du site, mais sans l'exploiter.

Au travers de ce PAC du 28 mars 2025, la société Chimirec présente les activités qu'elle envisage d'exercer sur ce terrain et sollicite l'extension de son périmètre ICPE.

Ce terrain occupe les parcelles cadastrales de la commune de Nangis suivantes :

- ZH 244
- ZH 245
- ZH 239
- ZH 248

L'emprise totale du site exploité par la société Chimirec s'élèvera à 20 894 m², soit 4 772 m² supplémentaires.

3.1.4. Les conditions d'exploitation de l'extension

L'exploitant désigne dans son PAC l'extension comme « plateau Haut », et le site actuel « plateau Bas ». Le bâtiment situé dans l'extension est désigné bâtiment C.

Le bâtiment C comporte une partie intérieure d'environ 1 600 m² et une partie extérieure sous auvent de 660 m².

La partie intérieure du bâtiment C sera divisée en 4 alvéoles :

- une zone de tri DIND de près de 700 m² et de stockage d'huile alimentaire ;
- une zone de stockage de contenants vides et propres déplacés depuis le bâtiment A ;
- des activités de maintenance sur près de 170 m² ;
- des vestiaires et locaux sociaux sur une surface de près de 40 m².

Le stockage de DIND sera réalisé dans des bennes, sous l'auvent, au sud du bâtiment. Les quantités de déchets ne dépassera pas les seuils de classement sous le régime de la déclaration des rubriques 2713, 2714, 2715, 2716 :

- métaux ou ferrailles : 80 tonnes, soit 30 m³ ;
- déchet non dangereux en mélange : 17 tonnes, soit 50 m³ ;
- papier ou carton : 7 tonnes, soit 28 m³ ;
- bois : 6 tonnes, soit 20 m³ ;
- pare-chocs : 8 tonnes, soit 8 m³ ;
- pare-brise : 40 tonnes, soit 16 m³.

L'étude de danger de juin 2025 conclut qu'aucun phénomène d'incendie n'est susceptible d'engendrer des effets thermiques irréversibles ou létaux en dehors de l'établissement.

L'étude hydraulique jointe au PAC prévoit la création d'un bassin aérien de 72 m³ pour la régulation des eaux pluviales de voiries du bâtiment C avant rejet dans le bassin de régulation principal de 527 m³ du « plateau Bas ». Le site est également raccordé au bassin de confinement enterré de 680 m³ du « plateau Bas » pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie.

Les eaux des toitures du bâtiment C resteront dirigées comme actuellement vers le ru de Courtenain.

Les besoins en eaux en cas d'incendie représentent 450 m³. Ils seront satisfaits par les réserves incendie du « plateau Bas » qui permettent de fournir 540 m³. L'extension est accessible depuis le site principal par une voie d'accès interne.

Enfin, un parking VL sera aménagé au nord du bâtiment C.

3.1.4. Réaménagement des zones extérieures du site principal

Le projet prévoit de réaménager l'aire de benne DIND en face en bâtiment B, actuellement occupée par 6 bennes de stockage de bois, DIND en mélange, métaux / ferrailles, papiers/cartons, pare-brise, pare-chocs. Ces bennes seront transférées sous l'auvent du bâtiment C.

Le nombre de bennes sera réduit à 4 contre 6 actuellement. Elles seront dédiées au stockage de déchets non dangereux d'emballages et matériaux souillés, ainsi que des déchets pâteux, comme suit :

Zone de stockage	Typologie de déchet	Quantité
------------------	---------------------	----------

2 bennes	Emballages et matériaux souillés	2 x 20 tonnes
2 bennes	Pâteux	2 x 10 tonnes

Le projet prévoit également la mise en place d'une cuve de 20 m³ d'Oleo 100 sur une dalle étanche à l'extrémité Nord-Est du périmètre de l'établissement.

L'Oleo 100 est un biocarburant composé à 100 % d'ester méthylique d'huile de colza, sans diesel.

Il n'est pas considéré comme un produit ATEX ou soumis à un classement au titre de la législation des ICPE.

Enfin, l'exploitant prévoit d'augmenter sa flotte de poids lourds et de créer des places de stationnement supplémentaires. Celles-ci seront aménagées :

- en agrandissant vers le Sud le parking PL existant ;
- en remplaçant le parking VL de 9 places le long du bâtiment A prévu dans le cadre du PAC du 18 octobre 2023 par une aire d'attente pour 2 véhicules comme autorisé actuellement ;
- sur la voie de circulation le long de la limite nord, avec 3 places de stationnement

3.1.5. Modification de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2022

L'exploitant sollicite :

- la suppression de l'obligation de constitution des garanties financière ;
- l'arrêt de la surveillance du ru de Courtenain
- d'étendre l'actuelle exemption de l'obligation de remplissage du BSD de regroupement aux catégories de déchets suivants :
 - acides / bases
 - poudres
 - déchets inflammables,
 - déchets phytosanitaires
 - déchets spécifiques en petit conditionnement.

3.2. Analyse de l'inspection des installations classées

3.2.1. Modification des tonnages des déchets présents et réaménagements des stockages

La société Chimirec projette d'augmenter la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présents sur le site de 3,7 %. Cette augmentation est notable mais non substantielle.

Cette augmentation est permise par une réorganisation de certaines zones de stockage de déchets et par une élévation des parois d'alvéole de stockage.

La mise à jour de l'étude de dangers conclut à l'absence d'effets irréversibles et létaux en dehors des limites du périmètre ICPE en cas d'incendie.

3.2.2. L'extension du périmètre ICPE du site et modalités d'exploitation de l'extension

L'exploitant a mis à jour le plan des installations.

Les activités de tri et d'entreposage des déchets exercées au sein de l'extension ne relèvent pas d'un classement au titre de la législation des installations classées, mais l'exploitant s'est assuré de la

disponibilité des moyens incendie et prévoit des moyens pour la rétention des eaux résiduaires / eaux d'incendie.

L'étude de dangers conclut à l'absence d'effet irréversibles et létaux en dehors des limites du périmètre ICPE en cas d'incendie.

3.2.3 Réaménagements des zones extérieures du site principal

Les réaménagements proposés n'appellent pas d'observation particulière.

Concernant les stationnements, le projet prévoit l'aménagement d'un parking VL au Nord du bâtiment C, dont 9 places le long de ce bâtiment. Or, le stationnement le long des bâtiments d'exploitation est actuellement proscrit par les articles 2.5 et 6.3.4 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2022 précité.

Cette disposition résulte de la prescription de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 qui encadre les activités relevant de la rubrique n° 2711 à déclaration et qui prévoit, à l'article 2.1 de son annexe I, que « *les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation de déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.* »

Or, cette interdiction a été étendue dans l'arrêté préfectoral, sur proposition de l'exploitant, à l'ensemble des bâtiments d'exploitation du site, et pas uniquement au bâtiment concerné par les activités relevant de la rubrique n° 2711 à déclaration.

Il convient de préciser que la généralisation de cette interdiction de stationnement autour des bâtiments d'exploitation du site ne résulte pas d'une demande particulière du SDIS qui s'était limité, lors de la procédure d'autorisation, à proscrire tout stationnement autour du bâtiment B, siège d'une activité relevant de la rubrique 2711 à déclaration.

L'inspection des installations classées propose d'accepter l'aménagement de ce parking VL le long du bâtiment C, en l'absence d'activité classée au sein de ce bâtiment C et d'enjeu de sécurité particulier.

Il est proposé de 1) modifier la rédaction de la prescription de l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2022 relative au stationnement et 2) supprimer la redite de cette interdiction à l'article 6.3.4 du même arrêté.

3.2.4. Modification de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2022

L'obligation de la constitution des garanties financières a été supprimée par l'article 65 du décret du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement. Les dispositions de l'article 1.5 « Garanties financières » de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2022 ne sont de fait plus applicables

La demande de la société Chimirec de lever l'obligation de surveillance de la qualité du ru de Courtenain prévue à l'article 4.7 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2022 n'est pas recevable. L'Agence Régionale de Santé, consultée sur cette demande, a émis le 10 octobre 2025 un avis défavorable, car la société Chimirec est située dans le périmètre de protection rapprochée des captages de Nangis, seules ressources alimentant actuellement en eau potable l'agglomération de 11 000 habitants.

Enfin, l'inspection des installations classées propose de donner une suite favorable à la demande de la société Chimirec d'étendre l'actuelle exemption de traçabilité des déchets ayant subi un traitement ne permettant plus d'identifier la provenance initiale, qui concerne les mélanges en cuves (huiles usagées, eaux souillées, etc.) ainsi que les mélanges en vrac (emballages et matériaux souillés, filtres usagers, etc.) aux catégories de déchets suivants : acides / bases, poudres, déchets inflammables, déchets phytosanitaires et déchets spécifiques en petit conditionnement.

4. Propositions de l'inspection des installations classées

Par courriers des 18 octobre 2023 et 28 mars 2025, la société Chimirec a transmis deux « porter à connaissance » visant à informer le Préfet de Seine-et-Marne des modifications projetées sur son site implanté sur la commune de Nangis.

Les modifications projetées par l'exploitant n'augmentent pas les impacts et les dangers du site par rapport au projet initial et sont considérées comme non substantielles conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

Au regard de ces éléments, l'inspection des installations classées émet un avis favorable sur les modifications projetées, à l'exception de la levée du suivi de la qualité du ru de Courtenain.

Cet avis favorable est émis sous réserve de l'application des prescriptions proposées dans le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires ci-joint.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne d'acter les modifications prévues sur le site de la société Chimirec sur la commune de Nangis dans un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires sans passage au CODERST et de recueillir sous 15 jours l'avis de l'exploitant sur le projet d'arrêté proposé, conformément à l'article R.512-46-22 du Code de l'environnement.

Rédacteur
L'inspecteur de
l'environnement



Jérôme REBEL

Vérificateur
L'inspecteur de
l'environnement



Olivier CASEAU

Approbateur
Le Chef du département risques
chroniques



Baptiste POTERSZMAN



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France

Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté préfectoral n°2025/DRIEAT/UD77/0XX du xx novembre 2025
imposant des prescriptions complémentaires à la société CHIMIREC pour l'établissement
qu'elle exploite sur la commune de NANGIS (77370)

VU les parties législative et réglementaire du Code de l'environnement, et notamment son article R. 181-45 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 autorisant la société Chimirec à exploiter une installation de collecte, de tri, de transit et de regroupement de déchets d'activités économiques, située 2, rue René Cassin sur le territoire de la commune de Nangis (77 370) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 24/BC/049 du 9 août 2024 du Préfet de Seine-et-Marne donnant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU le « porter à connaissance » du 18 octobre 2023 de la société Chimirec relatif à des demandes de modifications des conditions d'exploitation du site ;

VU le « porter à connaissance » du 28 mars 2025 de la société Chimirec, complété les 10 juin et 13 juin 2025 relatif à des demandes complémentaires de modifications des conditions d'exploitation du site ;

VU le rapport n° E/25-2985 du 18 décembre 2025 de l'inspection des installations classées relatif à l'examen des deux « porter à connaissance » susvisés ;

VU le courrier préfectoral n° E/25- xxxx du xx 2025 de transmission à la société Chimirec du projet de décision pour avis ;

VU les observations / l'absence d'observation de la société Chimirec au courrier précité ;

CONSIDÉRANT les modifications suivantes présentées par la société Chimirec dans son « porter à connaissance » du 18 octobre 2023 :

- la non-réalisation d'une partie du bâtiment B ;
- la révision des modalités d'accès, de circulation et de stationnement au sein de l'établissement ;
- l'extension de l'emprise foncière de l'établissement à l'Ouest ;
- la création d'une voie de liaison avec le site voisin ;

CONSIDÉRANT les modifications suivantes présentées par la société Chimirec dans son « porter à connaissance » 28 mars 2025 :

- la modification des tonnages des déchets présents sur le site ;
- le réaménagement de certaines zones de stockage du bâtiment A ;
- l'extension du périmètre de l'ICPE vers l'Ouest ;
- l'aménagement de la nouvelle extension Ouest du site ;
- le réaménagement des zones extérieures du site ;
- l'évolution de certaines prescriptions réglementaires ;

CONSIDÉRANT l'absence de modification de la nature des déchets admis sur le site et de la zone de chalandise ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de la quantité de certains déchets susceptibles d'être présents sur le site est marginale et n'entraîne pas une modification du classement du site ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de la quantité de certains déchets susceptibles d'être présents sur le site est demandée pour optimiser le chargement des bennes et camions lors de l'évacuation de ces déchets du site, conformément aux dispositions de l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2022 susvisé ;

CONSIDÉRANT la demande d'extension du périmètre ICPE à l'Ouest du site et l'absence de classement au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement des activités envisagées à l'intérieur du bâtiment « C » et à l'extérieur ;

CONSIDÉRANT la suffisance des actuels moyens incendie du site pour assurer également la défense incendie de cette extension ;

CONSIDÉRANT la collecte des eaux résiduaires du site par un bassin de 72 m³ à créer et le rejet de ces eaux vers le bassin de régulation du site principal ;

CONSIDÉRANT l'absence de rejets d'eaux résiduaires de l'établissement dans le ru de Courtenain autres que les eaux de toiture du bâtiment C ;

CONSIDÉRANT que la mise à jour de l'étude de dangers jointe au « porter à connaissance » du 28 mars 2025 conclut qu'aucun phénomène d'incendie n'est susceptible d'engendrer des effets thermiques irréversibles ou létaux en dehors de l'établissement ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions des articles L. 511-1 et L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les modifications des prescriptions applicables aux installations du site demandées sont notables mais non substantielles ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, Monsieur le Préfet peut fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 dudit code ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article premier :

La société Chimirec, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est au 2 rue Pierre Fixot à Aulnay-sous-Bois (93600), est autorisée à exploiter au 2 rue René Cassin à Nangis (77 370) installation de collecte, de tri, de transit et de regroupement de déchets d'activités économiques, sous réserve du respect des prescriptions de l'autorisation du 13 mai 2022 modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 4 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie de l'arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de la commune de Nangis et peut y être consultée.
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Nangis pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.
3. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L. 171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du Code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 6 : Notification et exécution

- Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- Monsieur le Sous-Préfet de Provins,
- Madame le Maire de Nangis,
- Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- Madame la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le xx décembre 2025

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
La Cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,

Agnès COURET

Destinataires d'une copie par mail :

- le Directeur général du groupe Chimirec
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours de Seine-et-Marne,
- le Président de la communauté de commune de la Brie Nangissienne,
- les maires des communes de Grandpuits-Bailly-Carrois, Fontains, Rampillon et La Croix-en-Brie
- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Provins,
- la Maire de Nangis,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR-Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau).

Délais et voies de recours :

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

– par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 4 du présent arrêté,

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne prévue au 3° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 – EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

Les dispositions de l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

ARTICLE 1.1.1 – EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La SAS Chimirec, SIRET 31018842000171, dont le siège social est situé au 2 rue Pierre Fixot à Aulnay-sous-Bois (93600) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Nangis (77370), au 2 rue René Cassin (coordonnées Lambert 93 X = 702 676 m et Y = 6 828 917 m), les installations détaillées dans les articles suivants.

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Commune	Section cadastrale	Parcelle
Nangis	ZH	117
Nangis	ZH	124
Nangis	ZH	125
Nangis	ZH	239
Nangis	ZH	240
Nangis	ZH	244
Nangis	ZH	245
Nangis	ZH	248

»

ARTICLE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime *
3510 (Rubrique principale)	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : mélange avant de soumettre les déchets à l'une ou l'autre des activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520	Mélange, reconditionnement et décantation de déchets dangereux Capacité > 10 t/j Regroupement de déchets dangereux et décantation d'huiles usagées : 100 t/jour (tous flux confondus)	Quantité totale : 100 t/j	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	<p>Stockage des déchets vrac :</p> <ul style="list-style-type: none"> Eaux souillées : 230 t (dont 5 t constituées d'eaux de lavage) Filtres à huiles usagées : 35 t Huiles usagées : 470 t Liquides de refroidissement usagés : 42 t Emballages et matériaux souillés : 40 t Déchets pâteux : 20 t <p>Total déchets dangereux vrac : 837 t</p> <p>Stockage des déchets conditionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> Acides/bases : 28 t Aérosols : 8 t Batteries : 35 t Déchets chlorés : 4 t Déchets de laboratoire : 5 t Déchets inflammables : 40 t Déchets spécifiques en petits conditionnements : 18,01 t DEEE : 25 t Eaux souillées : 10 t Piles : 45 t Emballages et matériaux souillés : 26 t Huiles usagées : 14 t Liquides de refroidissement usagés : 10 t Pâteux : 25 t Produits de jardinage et phytosanitaires (emballages) : 10 t Poudres : 10 t Tube, néons, lampes : 10 t <p>Total déchets conditionnés dangereux : 323,01 t</p> <p>Soit une quantité totale de : 1 160,01 tonnes</p>	Quantité totale : 1 160,01 t	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	<p>Stockage des déchets vrac :</p> <ul style="list-style-type: none"> Eaux souillées : 230 t (dont 5 t constituées d'eaux de lavage) Filtres à huiles usagées : 35 t Huiles usagées : 470 t Liquides de refroidissement usagés : 42 t Emballages et matériaux souillés : 40 t Déchets pâteux : 20 t <p>Total déchets dangereux vrac : 837 t</p>	Quantité totale : 1 135,01 t	A

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime *
		<p>Stockage des déchets conditionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acides/bases : 28 t • Aérosols : 8 t • Batteries : 35 t • Déchets chlorés : 4 t • Déchets de laboratoire : 5 t • Déchets inflammables : 40 t • Déchets spécifiques en petits conditionnements : 18,01 t • Eaux souillées : 10 t • Piles : 45 t • Emballages et matériaux souillés : 26 t • Huiles usagées : 14 t • Liquides de refroidissement usagés : 10 t • Pâteux : 25 t • Produits de jardinage et phytosanitaires (emballages) : 10 t • Poudres : 10 t • Tube, néons, lampes : 10 t <p>Total déchets conditionnés dangereux : 298,01 t</p> <p>Soit une quantité totale de : 1 135,01 tonnes</p>		
2711-2	<p>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être entreposé étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.</p>	<p>Quantité > 100 m³</p> <p>120 m³ (25 tonnes)</p>	<p>Quantité totale : 120 m³</p>	DC
2716	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.</p>	<p>Quantité < 100 m³</p> <p>50 m³</p> <p>17 tonnes</p>	<p>Quantité totale : 50 m³</p>	NC
2713	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non-dangereux, d'alliage de métaux non-dangereux, à l'exclusion des activités et</p>	<p>Surface < 100 m²</p> <p>30 m²</p> <p>80 tonnes</p>	<p>Quantité totale : 30 m²</p>	NC

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime *
	installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ² mais inférieur à 1 000 m ² .			
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Quantité < 100 m ³ 56 m ³ 21 tonnes	Quantité totale : 56 m ³	NC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ .	Quantité < 250 m ³ 16 m ³ 40 tonnes	Quantité totale : 16 m ³	NC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	Puissance < 50 kW (18 kW)	Puissance totale : 18 kW	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages :	1 cuve de stockage de GNR de 1 000 litres Soit un total d'environ 900 kg	Quantité totale : 900 kg	NC

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime *
	c. Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.			

* A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement), NC (non classé).

** En application de l'article R.512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

»

ARTICLE 1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les dispositions de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier de demande d'autorisation du 23 janvier 2020, complété les 18 janvier 2021, 09 juin 2021, 03 septembre 2021, 05 octobre 2021, 07 octobre 2021 et 19 octobre 2021, dans le « porter à connaissance » du 18 octobre 2023, et enfin dans le « porter à connaissance » du 28 mars 2025 complété les 10, 11 et 13 juin 2025.

»

ARTICLE 1.4 – GARANTIES FINANCIÈRES

Les dispositions de l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont supprimées.

TITRE 2 – RÈGLES D'AMÉNAGEMENT DU SITE

ARTICLE 2.1 – TRANSPORT, CHARGEMENT, DÉCHARGEMENT

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

En particulier, l'exploitant est tenu :

- de proscrire le stationnement de ces véhicules à l'extérieur du périmètre de l'installation ; ces derniers doivent pouvoir être immédiatement accueillis sur les aires de stationnement internes ;
- d'éloigner les zones de stationnement des parois externes du bâtiment A pour prévenir tout risque de propagation d'un incendie au bâtiment ;
- d'optimiser le chargement des véhicules et les trajets afin de limiter les déplacements et réduire l'impact sur le trafic ;
- d'organiser le contournement du centre-ville de Nangis par le trafic routier lié à l'activité de l'établissement.

»

TITRE 3 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DE MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 3.1 – RÉSEAU DE COLLECTE

Les dispositions du troisième alinéa de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont modifiées par les dispositions suivantes :

«

Le réseau du site est ainsi construit :

- les eaux usées sanitaires rejoignent le système d'assainissement public de la commune de Nangis avant leur traitement ;
- les eaux pluviales de voirie du « plateau Bas », susceptibles d'être polluées, sont épurées par des débourbeurs-déshuileurs avant d'être rejetées dans le bassin de régulation de 527 m³ de l'établissement, qui rejoint ensuite le réseau des eaux pluviales de la zone industrielle ;
- les eaux pluviales de voirie du « plateau Haut », susceptibles d'être polluées, sont épurées par un débourbeur-déshuileur avant d'être rejetées dans un bassin de régulation de 72 m³, puis le bassin de régulation de 527 m³ ;
- les eaux pluviales de toiture du bâtiment A sont dirigées vers une cuve aérienne, destinée à recueillir de l'eau non susceptible d'être polluée pour le lavage des conteneurs, dont la surverse est dirigée vers le bassin de régulation de 527 m³, qui rejoint ensuite le réseau des eaux pluviales de la zone industrielle ;
- les eaux pluviales de toiture du bâtiment B sont dirigées vers le bassin de 527 m³, qui rejoint ensuite le réseau des eaux pluviales de la zone industrielle ;

- les eaux pluviales de toiture du bâtiment C non susceptibles d'être polluées rejoignent le ru de Courtenain ;
- les eaux de lavage des conteneurs sont récupérées dans une fosse de récupération de 5 m³ avant d'être éliminées en tant que déchets ;
- les eaux d'extinction d'incendie rejoignent, via une vanne de confinement sur le réseau des eaux pluviales en aval du bassin de régulation, un bassin de confinement de 680 m³ avant d'être éliminées en tant que déchets en cas de pollution avérée.

»

TITRE 4 – PRÉVENTION DES RISQUES

ARTICLE 4.1 – ORGANISATION DES STOCKAGES

Les dispositions de l'article 6.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont modifiées par les dispositions suivantes :

«

Les déchets accueillis sur le site sont stockés dans des alvéoles et des bennes conformément aux plans fournis dans le « porter à connaissance » du 28 mars 2025. Les bennes situées à l'extérieur, accueillant les boues d'hydrocurage et les emballages et matériaux souillés, sont couvertes afin d'éviter une pollution des eaux pluviales et des dégagements d'odeurs.

Les quantités maximales de déchets pouvant être entreposés sur le site sont :

- déchets dangereux : 1 160,01 tonnes dont

- déchets dangereux vrac : 837 tonnes dont :
 - Eaux souillées : 230 tonnes
 - Filtres à huiles usagées : 35 tonnes
 - Huiles usagées : 470 tonnes
 - Liquides de refroidissement usagés : 42 tonnes
 - Emballages et matériaux souillés : 40 tonnes
 - Déchets pâteux : 20 tonnes
- déchets dangereux conditionnés : 323,01 tonnes
 - Acides/bases : 28 tonnes
 - Aérosols : 8 tonnes
 - Batteries : 35 tonnes
 - Déchets chlorés : 4 tonnes
 - Déchets de laboratoire : 5 tonnes
 - Déchets inflammables : 40 tonnes
 - Déchets spécifiques en petits conditionnements : 18,01 tonnes

- DEEE : 25 tonnes
- Eaux souillées : 10 tonnes
- Piles : 45 tonnes
- Emballages et matériaux souillés : 26 tonnes
- Huiles usagées : 14 tonnes
- Liquides de refroidissement usagés : 10 tonnes
- Pâteux : 25 tonnes
- Produits de jardinage et phytosanitaires : 10 tonnes
- Poudres : 10 tonnes
- Tube, néons, lampes : 10 tonnes

- déchets non dangereux : 158 tonnes dont :

- métaux ou ferrailles : 80 tonnes,
- déchet non dangereux en mélange : 17 tonnes,
- papier ou carton : 7 tonnes,
- bois : 6 tonnes,
- pare-chocs : 8 tonnes,
- pare-brise : 40 tonnes.

Les zones de stockage sont limitées aux hauteurs suivantes :

- 5,5 m pour la zone de stockage des emballages vides ;
- 4 m pour l'alvéole dédiée aux déchets d'aérosols ;
- 3,91 m depuis le sol pour la benne dédiée aux emballages et matériaux souillés ;
- 3,3 m pour l'alvéole dédiée aux filtres à huile et carburant usagés ;
- 2,6 m pour les bennes de stockage extérieures de déchets non dangereux.

L'emprise de la zone de stockage des emballages vides s'élève au maximum à 400 m² et une distance minimale de 3 mètres est conservée entre cette zone de stockage et les parois coupe-feu délimitant l'alvéole.

»

ARTICLE 4.2 – ACCESSIBILITÉ

Les dispositions du troisième alinéa de l'article 6.3.4 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont supprimées

TITRE 5 – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 5.1 – RUPTURE DE LA TRAÇABILITÉ DES DÉCHETS DANGEREUX

Les dispositions de l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont modifiées par les dispositions suivantes :

«

L'exploitant est dispensé de l'obligation de création d'un bordereau de suivi de déchets de regroupement pour les déchets ayant subi un traitement ne permettant plus d'identifier la provenance initiale. Cela concerne notamment :

- les mélanges en cuves d'huiles usagées, d'eaux souillées, de liquides de refroidissement, d'acides, de bases, issus du vrac ou des conditionnés ;
- les mélanges en vrac (benne d'emballages et matériaux souillés, filtres usagés, batteries, piles, DEEE, déchets pâteux, aérosols, lampes, néons, poudres, déchets inflammables, déchets phytosanitaires, déchets spécifiques en petits conditionnements).

»

TITRE 6 – ANNEXE

ANNEXE 1 : PLAN DES RÉSEAUX D'EAU

Le plan des réseaux d'eau de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé est remplacé par le schéma suivant :

